

Communiqué de la section du PCF du châtellearudais

## **URGENCE POUR L'HÔPITAL**

La nouvelle saignée dans les moyens humains et matériels de l'hôpital de Châtelleraut nous est présentée pour résorber le déficit, sauf que les réductions du nombre de lits, la disparition ou la réduction de l'offre de soins conduisent mécaniquement, avec le système de tarification à l'acte, à l'accroissement du déficit.

La décision des députés, dont celui de la circonscription Châtelleraut-Loudun d'inscrire 1,2 milliard d'euros de moins au budget 2018 de la Sécurité Sociale pour les hôpitaux contraint chaque établissement à de nouvelles réductions de services et à l'accélération du processus engagé.

**Ceci n'est pas acceptable, l'hôpital public est un bien commun financé par chacun de nous et permettant à tous d'accéder aux soins dans la proximité .**

**Pour l'hôpital Nord-Vienne( Châtelleraut et Loudun)** c'est donc un nouveau plan « d'économies » de 1,7 millions d'euros menaçant l'avenir de la maternité. Nous sommes en droit de nous interroger sur l'annonce de la réouverture du service de gastro-entérologie en juin 2018 en attente de l'arrivée de gastro-entérologues alors qu'il prévu la suppression de 4 postes d'infirmières et 5 d'aides soignantes et qu'il serait utile de savoir si des investissements sont prévus dans le matériel.

Ainsi, les patients et leurs familles devraient subir un éloignement des soins alors même que la Sécurité Sociale est de plus en plus regardante sur la prise en charge des déplacements. Quant au personnel, il paye un lourd tribut à cette politique de déclin. Précarité, suppression de postes et dégradation des conditions de travail sont son lot quotidien.

**Il n'y a pas trop de dépense pour l'hôpital** , les moyens existent, à condition de mettre l'argent au service du développement humain. Il suffit de partager les richesses, de supprimer les cadeaux fiscaux aux plus riches. Comme l'ont montré, chiffres à l'appui, les députés communistes, 6,5 milliards d'euros pourraient être affectés immédiatement aux hôpitaux et à la sécurité sociale afin de protéger la santé de nos concitoyens.

**Ensemble, nous pouvons refuser cette nouvelle saignée et exiger d'autres choix au plan local et national.**

